

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 29 novembre 2024

J'ai appris que le parquet ou le ministère de la Justice avait fait appel du jugement prononcé le 15 novembre dernier en faveur de la libération Georges Abdallah. L'audience en appel est prévue pour le 19 décembre à 13 H 30 au Palais de justice de Paris (Métro Cité).

Cela tombe un jeudi, pas pratique pour se mobiliser, alors profitez des prochaines manifestations en soutien au peuple palestinien pour exiger sa libération.

L'Union européenne rend fou !

Près de 40% de salariés en Europe risquent de voir leur santé mentale se dégrader - Euronews 27 novembre 2024

La peur du chômage plombe le moral des Français - 20 Minutes/AFP 27 novembre 2024

Il y a de quoi :

Emploi : La CGT annonce 286 plans sociaux en préparation et 300.000 emplois menacés - 20minutes/AFP 27 novembre 2024

La presse et les médias ne sont que des instruments politiques de la propagande officielle.

"La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle" : Rachida Dati veut appliquer les conclusions des États généraux de l'information - ozap.com 27 novembre 2024

La ministre a salué le succès des États généraux de l'information, les qualifiant de "*socle de travail solide*". Elle a réitéré son engagement à mettre en application leurs propositions, afin de "*préserver durablement les conditions de l'accès de tous à une information pluraliste et de qualité*", qui demeure "*une dimension fondamentale de notre pacte démocratique*". Elle a rappelé l'importance d'une meilleure transparence des médias, notamment concernant leurs actionnaires et l'implémentation de comités d'éthique.

Rachida Dati a martelé : "*La confiance des Français envers la presse et les médias est essentielle*". Et d'appeler à la mobilisation collective : "*Elle mérite que nous nous battions tous ensemble*".
ozap.com 27 novembre 2024

J-C - Leur faire confiance serait suicidaire. Briser, saper la confiance que les travailleurs peuvent avoir dans les médias est déterminant pour le combat que nous menons. Nous ne pourrions pas le gagner si les travailleurs ne parviennent pas à acquérir un niveau de conscience politique supérieur, car les médias livrent un combat sur tous les plans à la fois, psychologique, philosophique, idéologique, politique.

S'ils peuvent les manipuler et leur faire croire n'importe quoi, les retourner comme des crêpes en claquant des doigts, à tout moment ils pourraient lever une armée, y compris du lumpenprolétariat, pour écraser un soulèvement révolutionnaire, d'où la nécessité de relever ce défi, ce que je fais avec les causeries. Merci aux lecteurs de l'avoir constaté et de leur précieux soutien.

Même les faits sont complotistes ou antisémites.

France Info - La Russie pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine depuis le début de son invasion du pays en février 2022. France Info 27 novembre 2024

J-C - Quand la Russie "*pilonne des zones civiles à travers l'Ukraine*", on relève finalement très peu de morts, mais quand Israël pilonne Gaza, on relève des dizaines de milliers de morts et plus de 100.000 blessés, cherchez l'erreur.

Les données parlent d'elles-mêmes. Comment France Info (de tous les médias mainstream) les instrumentalisent, c'est très simple à démontrer :

- Quand la Russie "*pilonne*" l'Ukraine = 44 millions d'habitants - 33 mois de guerre - 12.000 civils morts

- Quand les sionistes nazis pilonnent Gaza = 2,1 millions d'habitants - 14 mois de guerre - 54.000 civils morts (dont quelques milliers de combattants palestiniens), sans compter la Cisjordanie.

Si l'armée russe avait systématiquement bombardé la population civile ukrainienne sur le modèle des sionistes nazis, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 12.000 civils morts en Ukraine, il y en aurait eu plus de 240.000, ou 340.000 par rapport à la durée de la guerre.

Si l'armée des sionistes nazis avait bombardé la population civile palestinienne sur le modèle de l'armée russe, par rapport au nombre d'habitants, au lieu de 55.000 civils morts sur le Territoire de Gaza, il y en aurait eu environ 600, ou 4.000 par rapport à la durée de la guerre.

Même en prenant en considération que la population en Ukraine est passée à 31 millions fin 2024, cela ne change rien à ce constat, cela donnerait 180.000 civils morts au lieu de 240.000, on est toujours très loin de 12.000.

Sur la situation politique et sociale en France.

Serait-ce parce qu'ils sont trop compromis eux-mêmes qu'ils s'en plaignent ?

J-C – Pour le PS ou les composantes du NFP, figurer dans l'opposition parlementaire présente à peu de choses près les mêmes avantages qu'être au pouvoir, les inconvénients en moins, bref, c'est plus confortable et tout aussi juteux ou rentable sur le plan financier ou de la notoriété.

On ne peut comprendre leurs postures, vociférations ou gesticulations parfois contradictoires, qu'en ayant à l'esprit qu'ils incarnent les intérêts des capitalistes et rien d'autres. Le PS, et plus largement le NFP, sont les suppléants ou les supplétifs du parti de l'ordre, quand ce dernier est discrédité et ne peut plus appliquer sa politique réactionnaire, ce sont leurs remplaçants qui montent au créneau pour prendre le relais, afin d'assurer la stabilité du régime et des institutions, c'est leur unique raison d'être.

L'histoire selon laquelle leur lointaine nature sociale les lierait toujours au mouvement ouvrier est de la foutaise, une escroquerie politique théorisée par certains courants trotskystes compromis avec la social-démocratie dégénérée et les stalinien. Toute l'histoire de la lutte de classe au cours du XXe siècle n'a fait que l'illustrer, alors il faut être particulièrement aveugle ou borné, de mauvaise foi pour ignorer la nature contre-révolutionnaire de toutes les composantes du NFP. Ces courants trotskystes véhiculent et instrumentalisent les illusions de la petite bourgeoisie, ils canalisent les éléments des couches supérieures de la classe ouvrière ou des classes moyennes qui à un moment donné se dressent contre le régime, en leur proposant une stratégie de front unique dans laquelle ils intègrent les représentants de la social-démocratie (Issus du PS ou du PCF, de leurs satellites) comme on fait entrer le loup dans la bergerie, pour leur faire perdre tout espoir dans le socialisme ou en faire des opportunistes ou des militants du socialisme révisionnisme.

Les représentants officiels du parti de l'ordre ne sont pas foutus de s'entendre entre eux, c'est le comble, vous avouerez que c'est contrariant pour les représentants du NFP, après tout le mal qu'ils s'étaient donnés et leur avoir tendu la main, ils sont en rogne. Il faut les comprendre, voilà qu'ils vont peut-être bientôt se retrouver à leurs places pour faire le sale boulot, alors qu'un bon « *compromis* » aurait été tellement préférable, en échange de bons procédés discrètement, cela va de soi.

Le PS confirme qu'il votera la motion de censure et dénonce "l'absence de compromis" du gouvernement - BFMTV 28 novembre 2024

Le Premier secrétaire du PS a rencontré ce mercredi Boris Vallaud et Patrick Kanner, respectivement chef de file des députés PS et président du groupe socialiste au Sénat.

"Le Premier ministre a confirmé l'absence de tout compromis, l'intransigeance du bloc macronistes-LR et l'adoption du budget via l'art 49-3", a écrit Olivier Faure sur son compte X.

"Le bureau national du PS a en conséquence ce soir, confirmé à l'unanimité le vote d'une motion de censure", a conclu Olivier Faure.

Pour mieux mesurer les intentions du PS.

« *Nous prenons parfaitement la mesure de la gravité de la situation* », assure le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Boris Vallaud après son entretien avec le Premier ministre. (Il

s'inquiète de quoi au juste ? Pardi, du sort des institutions de la Ve République et rien d'autre. – J-C)

Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat, déplore la posture du Premier ministre, inflexible sur les compromis budgétaires. (Idem – J-C)

Sur le fond, les parlementaires socialistes ont paru déçus de ne pas pouvoir trouver de véritables terrains d'entente avec le chef du gouvernement. BFMTV et Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Retailleau-Le Pen : Dehors les "ratons", les "bougnoles", les « crouilles », la France aux Français !

J-C – Ne souhaitant pour rien au monde retourner vivre en France, je cède volontiers ma place à un camarade algérien. Quand les Français se seront suffisamment appauvris, ils seront heureux, ils seront entre eux, car plus personne ne voudra immigrer dans ce pays pauvre, cela s'adresse en priorité aux racistes, il en existe, mais ce ne sont pas les plus nombreux et pas forcément les mêmes que ceux qui s'estiment heureux comme ils sont.

Immigration : le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau « favorable à la dénonciation de l'accord franco-algérien de 1968 » - Publicsenat.fr 28 novembre 2024

« *Un droit exorbitant et que plus rien ne justifie.* » C'est en ces termes que Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a dénoncé devant le Sénat l'accord franco-algérien de 1968, cible récurrente de la droite et de l'extrême droite sur les avantages accordés aux ressortissants algériens qui arrivent sur le sol français par rapport à d'autres étrangers. « *À titre personnel, je serai favorable à la dénonciation de cet accord* », a expliqué le locataire de la place Beauvau, auditionné ce mercredi 27 novembre par la Chambre haute qui a lancé une mission d'information sur les accords internationaux conclus par la France en matière migratoire.

L'accord franco-algérien signé le 27 décembre 1968, faisant suite aux accords d'Evian sur la fin de la guerre d'Algérie, et parfois désigné sous l'acronyme « AFA », instaure un cadre spécifique à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens qui arrivent en France. Il comporte de nombreuses dérogations au Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, applicable à la plupart des autres nationalités présentes sur le sol français.

« *C'est un accord qui a été modifié à trois reprises, en 1985, en 1994 et en 2001* », a rappelé Bruno Retailleau. « En l'absence de nouvel avenant, toutes les évolutions du droit du séjour et de la circulation des étrangers intervenus en France depuis plus de 20 ans, y compris la loi de janvier 2024, ne sont pas applicables aux ressortissants algériens », a-t-il pointé. « *Ils bénéficient de conditions très avantageuses en matière d'immigration familiale avec des dérogations aux dispositions du droit commun. En matière d'immigration professionnelle, je pourrais vous en donner quelques-unes qui sont édifiantes.* »

Selon le ministre, ces avantages ont conduit « à deux difficultés ». Ils ont facilité les entrées sur le territoire national et « *ils ont profondément structuré l'immigration algérienne en une immigration d'installation, alors que l'immigration issue du Maroc et de la Tunisie est aujourd'hui davantage économique et étudiante.* »

« Il y a plus de 200 000 visas accordés tous les ans à des Algériens. [...] L'an dernier, les laissez-passer consulaires [qui permettent les reconduites aux frontières pour les étrangers en situation irrégulière frappés d'une obligation de quitter le territoire, ndlr], c'était autour de 2 000. Vous voyez la différence de flux ? », a-t-il cité. « Dans les Centres de rétention administrative (CRA), 40 % des personnes sont de cette nationalité. » Publicsenat.fr 28 novembre 2024

Alors qu'elle a activement participé à la psychose collective lors des dictatures hygiéniste et climatique.

Budget: Marine Tondelier appelle à "arrêter de faire peur aux gens pour rien" - BFMTV 28 novembre 2024

"À force de faire peur aux gens, de leur dire 'c'est horrible, c'est terrible', arrêtons de raconter aux gens des choses qui ne vont pas se produire. Arrêtons de faire peur aux gens pour rien", a clamé Marine Tondelier sur BFMTV.

J-C - Tout cela pour quoi, devinez ? Vous auriez dû apprécier le budget 2024, il était tellement « mieux » !

BFMTV - "On est dans un moment terrible, les Français n'ont pas besoin de cacophonie mais de repères", a-t-elle considéré. Sur le plateau de BFMTV, Marine Tondelier a jugé que "le budget 2024 était mieux que le budget 2025". "Sur l'environnement il était mieux, pour les collectivités territoriales il était mieux", a-t-elle listé.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

En famille. Impunité pour les génocidaires.

Immunité de Netanyahu contre cessez-le-feu au Liban, l'échange de faveurs entre la France et Israël - Le HuffPost 28 novembre 2024

Petit arrangement entre amis. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu aurait accepté de signer le cessez-le-feu avec le Hezbollah, marquant l'arrêt temporaire des hostilités au Liban, en échange d'une faveur : que Paris n'applique pas le mandat d'arrêt émis par la CPI une semaine plus tôt. Cette révélation a été faite par deux des plus grands quotidiens israéliens ce mercredi 27 novembre, Haaretz et Maariv.

La position française a provoqué la colère de Benjamin Netanyahu, qui a menacé d'exclure Paris des négociations, rapporte Maariv. Problème, le Liban voulait absolument la présence de la France, proche alliée, dans ces discussions. Benjamin Netanyahu aurait alors posé son « exigence », explique Haaretz, et réclamé à la diplomatie française d'invoquer « l'immunité » dont il bénéficierait selon les Statuts de la CPI.

Signé en 1998, le traité instituant la CPI aborde la question de l'immunité de dirigeants de pays ne reconnaissant pas la cour dans son article 98. Ce dernier introduit en effet une exception concernant

l'arrestation et la remise de responsables d'États non-membres de la CPI, comme c'est le cas d'Israël, et ouvre la voie aux interprétations.

Pour ne pas faire capoter les négociations, Paris aurait donc accepté de lâcher du lest sur l'application du mandat d'arrêt. C'est pourquoi le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a évoqué ce mercredi de possibles « *questions d'immunité* » pour « *certaines dirigeants* » visés par des mandats d'arrêts de la CPI. Plus tard, le quai d'Orsay a précisé que le Premier ministre israélien bénéficiait de cette « *immunité* » qui « *devra être prise en considération si la CPI devait nous demander leur arrestation et remise* ».

La question du mandat d'arrêt de la CPI et de son application n'était cependant pas le seul point d'achoppement dans ces négociations. D'après le site américain Axios, l'autorisation pour Israël de répondre par la force en cas de violation de l'accord par le Hezbollah était débattue. Sur conseil de la France, le Liban a jugé cette « *liberté d'action* » était inacceptable, mais elle a finalement été adoptée.

Toujours d'après Axios, ce changement de pied aurait lieu après une rencontre au G20 entre Emmanuel Macron et le secrétaire d'État américain Antony Blinken à Rio le 19 novembre. Conscient que cette position pouvait mettre fin aux négociations, le chef de l'État français fait une concession. Interrogée par Axios, une source française a néanmoins démenti.

Mais les États-Unis ont aussi mis la pression sur Israël, raconte Haaretz dans un autre article. D'après le journal d'opposition honni par le gouvernement, qui cite le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu, l'administration Biden aurait menacé de mettre un embargo sur les armes si Israël ne signait pas cet accord. (C'est plus qu'improbable, une vue de l'esprit à mettre au compte des Américains honnis dans le monde. - J-C)

Mandat d'arrêt contre Netanyahu: Israël va faire appel de la décision de la Cour pénale internationale - BFMTV 27 novembre 2024

L'État hébreu a affirmé "*nier l'autorité de la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye et la légitimité des mandats d'arrêt*".

Etats-Unis.

La guerre, c'est la paix ! (1984 - Orwell) Version anglo-saxonne : « *nous obtiendrons la paix par la force* » ! Ou encore : Rien ne vaut un bon tapis de bombes pour établir la démocratie !

Etats-Unis : Donald Trump propulse un ancien général au poste d'émissaire pour l'Ukraine et la Russie - 20minutes.fr/AFP 28 novembre 2024

Le président élu Donald Trump a annoncé mercredi la création d'un poste d'envoyé spécial pour le conflit russo-ukrainien, confié à l'ancien lieutenant-général Keith Kellogg. Ce vétéran de la guerre du Vietnam, qui a été conseiller à la sécurité nationale de Mike Pence, est une figure de confiance pour Trump.

En effet, selon Fox News, Keith Kellogg a coécrit une note stratégique en avril dernier qui offre des pistes sur sa vision. Il y expliquait que l'aide militaire américaine devait être conditionnée à la participation de l'Ukraine à des négociations avec la Russie. Ensuite, il évoquait la suspension de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan pour une période prolongée afin d'encourager Vladimir Poutine à s'engager dans des pourparlers de paix.

"Il est avec moi depuis le début! Ensemble, nous obtiendrons la paix par la force et nous rendrons l'Amérique et le monde sûrs à nouveau!", a écrit le président élu dans une publication sur son réseau Truth Social.

Keith Kellogg partage la philosophie de Donald Trump d'une « *paix par la force* », mais il a également exprimé son inquiétude face à l'escalade des tensions internationales.

Peu connu du grand public, Keith Kellogg, âgé de 80 ans, a brièvement dirigé le Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche lors du premier mandat de Donald Trump. Il est actuellement coprésident du Center for American Security de l'America First Policy Institute (AFPI), un think tank influent au sein de la mouvance trumpiste.

Russie.

Au jeu du qui perd gagne entre l'UE et la Russie, devinez qui est le grand gagnant ?

Quelle est la position de l'UE sur les échanges de marchandises avec la Russie ? - euronews 27 novembre 2024

Alors que l'UE réduit sa dépendance à l'égard de la Russie, des chiffres récents montrent que les exportations vers ce pays ont chuté de 58 %, tandis que les importations ont baissé de 86 %, en particulier pour le nickel et le pétrole. euronews 27 novembre 2024

J-C - Mais alors vont s'exclamer les naïfs, en réalité l'UE œuvrerait à la puissance de la Russie, à son développement économique, au détriment des vieilles puissances européennes, il faut croire, les faits l'attestent. C'est à ne plus rien y comprendre. Mais si avec un peu de bonne volonté et à condition de laisser de côté ses a priori ou idées reçues, les choses s'expliquent très facilement.

Posons-nous une question très simple et la réponse nous permettra d'y voir plus clair.

Lequel des deux capitalismes est en phase ascendante et en phase descendante ? Donc lequel est légitime du point de vue de l'oligarchie financière mondiale ou de l'économie capitaliste mondiale pour en prendre la direction ou décider de son orientation, l'UE et les Etats-Unis hyper endettés, pratiquement en récession, dont la croissance économique est famélique ou négative, ou bien la Russie, la Chine, l'Inde et leurs alliés des Brics dont les économies sont en pleine expansions, les marchés intérieurs se développent ou possèdent un potentiel de croissance important ?

En aparté.

Cette analyse vous a-t-elle satisfait ? Elle provient de l'auteur de ce blog, d'un acteur politique indépendant apparemment trop con ou pas assez sérieux pour que ses lecteurs ou sympathisants lui accordent le moindre soutien, c'est dommage. Notez que je m'en passe ou cela ne me déstabilise

pas, j'ai le moral remonté à bloc. Il n'y a qu'un truc qui pourrait m'atteindre, c'est la maladie, souhaitez-moi une bonne santé en fin d'année, merci d'avance.

Brésil.

Lula ou le cheval de Troie du capitalisme mondial, donc de l'UE.

J-C – Elle décide quoi ? Que dal, ses commanditaires ou parrains sont les mêmes que ceux de Macron et Lula le sait.

Union européenne : Lula rappelle à Paris que c'est Ursula von der Leyen « qui décide » pour l'accord Mercosur - 20 Minutes/AFP 28 novembre 2024

Luiz Inacio Lula da Silva a ainsi lancé mercredi que Paris n'a pas le pouvoir d'empêcher le traité car c'est la Commission européenne qui « décide » au nom des 27 États membres. La présidente de la Commission « *Ursula von der Leyen a la prérogative pour faire signer cet accord et j'ai l'intention de le signer d'ici la fin de l'année* », a-t-il ajouté lors d'un colloque concernant l'industrie à Brasilia.

Mardi, les députés français ont approuvé par 484 voix contre 70, par un vote non contraignant, la position du gouvernement, qui s'oppose fermement à la signature de l'accord en l'état, sur fond de manifestations d'agriculteurs français craignant une concurrence déloyale des produits sud-américains, notamment brésiliens.

Ukraine.

L'Ukraine dit subir une « attaque massive » de ses infrastructures énergétiques en pleine chute des températures - Le HuffPost 28 novembre 2024

L'Ukraine a fait état tôt ce jeudi 28 novembre d'une « *attaque massive* » contre ses infrastructures énergétiques et dit avoir dû procéder à des délestages notamment à Kiev. Des coupures de courant d'urgence ont été mises en œuvre notamment à Kiev, Odessa et Dnipro, a précisé l'opérateur DTEK.

Mardi, la Russie avait annoncé une « *réponse* » à deux nouvelles frappes ukrainiennes réalisées à l'aide de missiles américains ATACMS contre son territoire les jours précédents.

De son côté, le ministère russe de la Défense a affirmé avoir détruit dans la nuit 25 drones ukrainiens au-dessus de la région de Briansk, proche du Belarus, de la Crimée et de la région de Rostov (sud).

Sur le front, Moscou engrange les gains territoriaux face à une armée ukrainienne affaiblie, à moins de deux mois de la prise de fonction du président élu américain.

Mercredi, l'administration du président sortant Joe Biden a appelé Kiev à abaisser l'âge minimum pour la mobilisation militaire à 18 ans au lieu de 25 ans actuellement pour compenser le manque de soldats face à l'avancée des forces russes sur le terrain.